

Séance du mardi 13 mars 2018 à 20h30
Mairie – salle du Conseil

PROCES-VERBAL

Présidence :	Mme Fabienne	PITTELOUD	
Présents :	M. Michel	BASSE	
	Mme Carol	BORLOZ-NEUFFER	
	Mme Cristina	DELLAMULA	
	M. Christophe	FAVRE	
	Mme Lorella	GLAUS-LEMBO	
	M. Bastien	GUEX	
	Mme Karen	GUINAND	
	M. Olivier	JOSS	
	Mme Marie-France	MUTILLOD	
	M. Georges	RYCHNER	
	M. Noun Jacques	SANOU	
	M. Joël	SCHMULOWITZ	
	Mme Elisabeth	STALDER	
	Mme Aleksandra	VEGEZZI-BOSKOV	
	Mme Christine	VIZCAINO	
Assistent :	M. Wolfgang	HONEGGER	Maire
	M. Andreas	BAUMGARTNER	Adjoint
	M. Michel	STALDER	Adjoint
Excusée :	Mme Julie	UDRY	

◆ ◆ ◆

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal du 5 décembre 2017
2. Communications du Bureau du Conseil municipal
3. Communications de la Mairie
4. Prise de position suite à la consultation du projet de fiche du Plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique (PSIA) de l'aéroport de Genève
5. Crédit budgétaire supplémentaire avec imputations multiples de CHF 50'763.- (délibération)
6. Propositions de la Mairie
7. Propositions individuelles et questions
8. Divers
9. Huis clos (naturalisations)

◆ ◆ ◆

Mme PITTELOUD, présidente, ouvre la séance à 20h35 et souhaite la bienvenue à toutes les personnes présentes. Une petite poubelle verte est disposée devant la place de chaque Conseiller municipal.

1. Approbation du procès-verbal du 5 décembre 2017

Mme STALDER demande, p. 279, de modifier l'intervention de M. SCHMULOWITZ comme suit : « es'est réunie... ».

Le procès-verbal est approuvé par 14 voix pour et 1 abstention.

2. Communications du Bureau du Conseil municipal

Mme PITTELOUD rappelle que l'Association des communes genevoises (ACG) soumet ses décisions à la capacité d'opposition des communes. Le Fonds intercommunal (FI) de l'ACG a décidé d'octroyer une subvention de CHF 500'000.- à la Commune de Lancy pour financer des travaux de CHF 1'500'000.- liés à sa piscine.

Aucune opposition n'est exprimée.

3. Communications de la Mairie

➤ M. HONEGGER

• **Propriété du Presbytère, rue du Village**

Cette propriété est à vendre. Elle fait partie du patrimoine de la commune, plus que n'importe quelle autre bâtisse. Elle a notamment hébergé le bureau de la Mairie durant un certain temps.

Pour l'Exécutif, ce fait est suffisant afin que le Conseil municipal se prononce sur une entrée en matière pour l'éventuel achat de cette parcelle. C'est aussi pour éviter dans un futur plus lointain des regrets possibles ainsi que les commentaires qui iront de pair.

Pour les raisons qui précèdent, je demande aux membres du Conseil municipal de renvoyer séance tenante ce sujet à la commission ad hoc qui s'est préalablement déjà prononcée sur d'autres propositions d'achat.

• **Projet 4, route de Malagny**

Comme présenté précédemment, la demande d'autorisation de construire a été déposée fin octobre 2017, soit quelques semaines avant la publication des nouvelles courbes de bruit, bien moins favorables pour la commune.

La commission d'architecture trouve que les distances nécessaires entre les bâtiments en contre-bas du terrain ne sont pas respectées et a demandé une correction. L'architecte Marc Widmann, mandaté par la Commune pour ce projet, a légèrement adapté les plans et va les présenter la semaine prochaine à ladite commission. Affaire à suivre.

Pour ceux qui ne sont pas impliqués dans le projet, le président de la commission des Bâtiments va faire circuler les nouveaux plans.

• **Finances**

Vous vous souvenez certainement encore de la perte comptable liée à la vente du téléseuveau de la Commune à UPC-Cablecom de CHF 928'500.-, issue d'un investissement de CHF 2'577'000.- moins les amortissements effectués annuellement et moins les CHF 200'000.- que la vente nous a rapportés. Ce montant non amorti doit être comptabilisé dans les comptes de fonctionnement de 2017.

Cet amortissement supplémentaire non prévu dans le budget de l'année passée sera compensé par les revenus des personnes physiques, bien plus élevés que budgétés. L'exercice 2017 sera ainsi bouclé avec un excédent.

- **PSIA**

Comme le Conseil municipal va le faire ce soir, les membres de l'Exécutif, eux aussi, ont adressé à l'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC) et au Conseil d'Etat, à l'attention de M. Antonio Hodggers, leur « Prise de position » sur le Plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique (PSIA). Elle est disponible pour qui le souhaite.

- **Travaux**

Une réfection de l'enrobé du parking de la route de Rennex 3, 5 et 7 (à côté de la cour du Château) est prévue à la fin du mois de mars.

- **Abribus**

L'abribus TPG de l'arrêt Vieux-Valavran (en haut de la route de Collex) va bientôt être changé et en même temps aura lieu une mise en conformité pour les accès handicapés.

- **Bains du Saugy**

Les travaux pour l'extension de la plateforme des Bains du Saugy vont débiter dans quelques semaines.

➤ **M. STALDER**

- **50 ans du mouvement Special Olympics**

La fondation Special Olympics Switzerland, qui représente SO en Suisse et qui est reconnue d'utilité publique par la Confédération, va faire acheminer le 13 mai 2018 une torche Special Olympics 2018 depuis Berne jusqu'à Genève, pour allumer le 24 mai 2018 la flamme de l'espoir de la cérémonie d'ouverture des National Summer Games Genève 2018. Nous nous sommes inscrits à cette manifestation en collaboration avec Bellevue, et des porteurs de torches seront recherchés entre les 20 et 24 mai. Cet événement est important et intéressant à voir.

- **Promotions civiques**

Les Conseillers municipaux sont cordialement invités aux promotions civiques prévues ce jeudi, et qui seront suivies d'un apéritif.

- **Crèche intercommunale**

La liste d'attente compte à ce jour 36 enfants, dont certains ne sont pas encore nés. D'autres communes sont aussi touchées par le manque de place en crèche. Une réflexion a été initiée à l'échelle des quatre communes, avec tous les acteurs de la petite enfance : crèche intercommunale, jardins d'enfants, Supemounou (mamans de jour), et le Petit train (garderie de vacances). Les questions portent sur la baisse de la demande pour les jardins d'enfants et les attentes actuelles des parents. L'objectif est d'établir un groupe d'institutions de la petite enfance pour chercher les meilleures réponses possibles aux besoins des parents. Les bébés et premiers nés sont aujourd'hui les plus difficiles à placer, les normes en vigueur étant très exigeantes et les fratries étant favorisées par le système actuel.

➤ **M. BAUMGARTNER**

- **Aménagement de la route de Lausanne**

L'avancement du dossier est déplorable. La première demande de la Mairie au Canton date de 1999. En 2016, celle-ci a envoyé un courrier demandant l'assainissement du bruit routier. Après de nombreux échanges, le Département a répondu le 8 décembre 2016 que les travaux auront bien lieu en 2018, comme annoncé au Conseil municipal. Le 17 décembre 2017, la Mairie a demandé une nouvelle fois quand auront lieu les travaux. En février 2018, M. Luc Barthassat, chef du Département, a répondu que poser du phonoabsorbant sur des dalles en béton mérite une nouvelle étude, prévue en 2019. Vu les travaux de la traversée de Versoix, ces aménagements auront vraisemblablement lieu en 2020, voire 2021.

- **ESREC – Horaires d'été**

Du 1^{er} mars à fin octobre, l'Espace de récupération cantonal (ESREC) des Chânets sera ouvert du mardi au vendredi de 15h à 19h, et les samedis et dimanches de 10h à 17h. Il sera fermé le lundi.

- **Compost à récolter au GICORD**

Les communiers peuvent récolter le compost du Groupement intercommunal de compostage de la rive droite du lac (GICORD) les lundis, mardis et vendredis de 10h à 12h et de 13h à 17h.

- **Recette du verre collecté**

La Mairie a reçu le dépôt du verre collecté en 2017, 35.42 tonnes à CHF 54.60 la tonne, soit une recette de CHF 1'933.90.

4. **Prise de position suite à la consultation du projet de fiche du Plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique (PSIA) de l'aéroport de Genève**

La Présidente rappelle que les Conseillers municipaux ont reçu un long projet de réponse préparé par la commission Aménagement du Territoire et Mobilité. Celui-ci reprend des informations et données provenant de plusieurs associations ou communes.

La Présidente demande si quelqu'un souhaite s'exprimer.

Mme GUINAND s'exprime dans les termes suivants :

« Messieurs les membres de l'Exécutif, Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

Je souhaite partager avec vous quelques informations qui m'ont été transmises par l'Association des riverains de l'aéroport de Genève (ARAG), concernant le calcul de la courbe de bruit 2019 qui figure dans le PSIA.

L'ARAG a en effet pu obtenir de l'Aéroport les hypothèses qui ont été utilisées pour les calculs effectués par le laboratoire d'acoustique de l'institut Empa.

S'agissant du nombre de vols de grands avions, les hypothèses sont les suivantes :

- augmentation de 4.9% entre 2016 et 2019 des vols de jour (6h-22h), soit 1.6% par an
- augmentation de 6.1% des vols durant la 1^{ère} heure de la nuit (22h-23h), soit 2% par an
- augmentation de 36.1% des vols durant la 2^{ème} heure de la nuit (23h-24h), soit 12% par an.

Ces taux de croissance sont largement supérieurs à la réalité des deux dernières années, au cours desquelles le nombre total de mouvements a augmenté en moyenne de 0.5% par an. Sur les tranches horaires de la nuit, l'augmentation projetée est non seulement également largement supérieure à l'expérience récente, mais ne cadre pas du tout avec les propos publics de la direction de l'Aéroport.

S'agissant du type d'avions utilisés dans ces hypothèses, il semblerait que les appareils plus récents – donc moins bruyants – n'ont pas été intégrés dans les calculs, quand bien même certains de ces appareils sont déjà en exploitation, notamment par la compagnie Swiss.

En conclusion, il semblerait qu'il y ait eu volonté de péjorer la courbe de bruit 2019, c'est-à-dire de l'agrandir en termes géographiques. Une stratégie qui permet évidemment de limiter le risque de plaintes futures quant aux nuisances causées par l'aéroport, mais qui a aussi pour conséquence de limiter encore plus les possibilités de construction de logements – une problématique cruciale pour le canton de Genève comme pour notre commune. Et bien sûr, elle a aussi pour conséquence d'inclure un plus grand nombre d'habitations existantes dans la zone VLI de bruit, avec les incidences que l'on connaît sur leur valeur foncière.

Je vous remercie pour votre attention. »

Mme DELLAMULA, au nom du PLR de Genthod, soutient cette prise de position qui reflète pleinement l'engagement politique de celui-ci pour la santé, la préservation de la qualité de vie et de l'environnement des habitants de Genthod et celle des générations futures, en accord avec les principes du développement durable.

M. GUEx profite de cette occasion pour remercier les autres communes pour le texte de la lettre qui a permis à la commission Aménagement du Territoire et Mobilité et aux groupes politiques de travailler sur ce dossier.

Mme GLAUS-LEMBO indique qu'en tant que salariée de Genève Aéroport, elle se récusera dans cette prise de position.

La Présidente donne lecture des conclusions du projet de courrier à l'OFAC :

« En vertu de ce qui précède, le modèle de développement de l'Aéroport international de Genève, tel que préconisé par le PSIA, n'est, in fine, pas si durable que prétendu par l'OFAC et la direction de l'AIG, lorsque tous ses effets directs et indirects sont pris en considération !

Les problématiques de santé et de qualité de vie des habitants et travailleurs, provoquées par les trafics aérien et routier induits par le développement de l'aéroport sont fort malheureusement éludées. Or, la santé et la qualité de vie des riverains de l'AIG ne sont pas négociables et les autorités compétentes ne peuvent l'ignorer !

Dès lors, il conviendrait de réviser cet instrument de planification en limitant au strict minimum ses impacts néfastes aux plans social et environnemental afin que ces aspects ne soient pas sacrifiés sur l'autel d'une croissance économique discutable, laquelle est fondée sur le postulat contestable que « l'offre doit toujours répondre à la demande » sans prendre pleinement en considération les intérêts prépondérants de la population.

Le projet de fiche PSIA contrevient aussi de manière inadmissible à la souveraineté cantonale et communale en matière d'aménagement du territoire. C'est pourquoi, il est proposé que le Canton, associé aux communes, détermine les courbes de bruit admissibles sur le plan de l'aménagement du territoire et de la santé publique, desquelles découlera l'évolution de l'activité de l'Aéroport de Genève. Cette inversion de la logique de planification influencera plus rapidement l'évolution positive de la flotte d'aéronefs et permettra de réduire les risques en matière d'investissement dans le développement de l'infrastructure aéroportuaire.

En conclusion, sur proposition de la commission Aménagement du Territoire et Mobilité, avec l'appui de l'Exécutif, le Conseil municipal de la Commune de Genthod demande que la fiche PSIA de l'Aéroport international de Genève soit révisée de telle sorte que :

- 1. L'équilibre entre les trois dimensions du développement durable - environnement, social et économie - prôné par la Confédération, le Canton et la Commune, soit effectivement appliqué, de manière contraignante, en prenant notamment en considération les effets néfastes de la croissance du trafic aérien sur le climat, la santé et l'aménagement territorial qui doivent faire l'objet de chapitres spécifiques.*
- 2. Les dispositions constitutionnelles fédérales et cantonales ainsi que celles de l'accord de Paris sur le climat soient respectées s'agissant notamment du développement durable, de la protection de l'environnement et du climat, de la santé ainsi que de la garantie de la propriété.*
- 3. Les contradictions de ce projet avec différentes politiques, stratégies et ordonnances fédérales ou directives cantonales soient réglées dans l'intérêt des populations riveraines.*
- 4. Les recommandations de l'OMS soient scrupuleusement appliquées à l'horizon 2030 afin de préserver la santé des habitants et des travailleurs de la région transfrontalière.*
- 5. La problématique de l'aménagement territorial, qui conditionne les plans directeurs 2030 du canton de Genève et des communes genevoises riveraines de l'AIG, soit dûment prise en compte s'agissant notamment des impacts de cet instrument de planification contraignant sur le logement, le foncier, la mobilité et l'environnement.*

6. *Les courbes de bruit soient déterminées sur la base des politiques publiques cantonales et communales en matière d'aménagement du territoire et de santé publique et que l'AIG adapte l'évolution de son activité à celles-ci ; et que la méthode de calcul des courbes de bruit soit revue afin que celles-ci soient plus représentatives de la situation réelle et que des mesures soient effectuées régulièrement par un organisme indépendant.*
7. *Un moratoire soit introduit afin de suspendre l'interdiction de construire de nouveaux logements sachant que la courbe de bruit enveloppante devra être réduite d'ici 2030.*
8. *Des mesures techniques et opérationnelles soient mises en œuvre afin de réduire les impacts du trafic aérien sur l'environnement.*
9. *Le nombre de vols soit limité à 40 par heure en semaine (statu quo), la quantité de mouvements planifiés tous les jours à partir de 22h00 soit réduite et une interdiction de tout mouvement planifié dès 23h00 et ce jusqu'à 6h00 soit prononcée.*
10. *Les horaires d'exploitation soient revus de manière à ce qu'au minimum 7 heures de sommeil soient immédiatement garanties, comme à Zürich, en visant d'ici à 2030 les 8 heures de repos nocturne prescrites par l'OMS.*
11. *Des mesures efficaces soient prises afin d'inciter les voyageurs à utiliser les transports ferroviaires nationaux et internationaux pour des trajets de moyenne distance.*
12. *Une étude soit effectuée afin d'identifier les besoins réels des activités économiques genevoises, en particulier des entreprises multinationales et des institutions internationales basées à Genève.*
13. *Des taxes dissuasives et redevances incitatives soient prévues afin de limiter la pollution de l'air, les nuisances sonores ainsi que la consommation de carburant générées par les avions pas assez performants afin d'encourager les compagnies aériennes à renouveler leurs flottes rapidement et à réduire les vols de nuit.*
14. *Des contributions financières soient versées par l'AIG aux collectivités publiques (Canton et communes), en compensation des investissements importants qu'elles devront consentir pour adapter leurs infrastructures, ainsi qu'aux propriétaires privés afin de les indemniser des préjudices économiques qu'ils subiront.*
15. *Les communes riveraines de Bellevue, Genthod, Vernier et Versoix soient représentées au sein du Conseil d'administration de l'AIG.*

Afin que le PSIA de l'Aéroport international de Genève prenne effectivement en considération les intérêts prépondérants de la population régionale, le Conseil municipal de Genthod demande également aux autorités compétentes de :

- considérer très attentivement les observations et propositions convergentes des associations de riverains, notamment celles de la CARPE, de l'ARAG et de l'ATR-AIG, ainsi que des groupes politiques locaux et des particuliers qui ont déjà participé à la procédure de consultation ;*
- suspendre l'adoption du PSIA de l'Aéroport international de Genève par la Confédération dans l'attente des résultats de la votation populaire genevoise relative à l'initiative « Pour un pilotage démocratique de l'aéroport ».*

Pour toutes les raisons évoquées ci-dessus, nous vous sommes reconnaissants de bien vouloir revoir votre position sur le projet de fiche du PSIA de l'aéroport de Genève et nous faire part de votre prochaine détermination sur ces questions fondamentales pour notre région. »

La Présidente indique que ce courrier sera envoyé à l'OFAC, avec copie à M. Antonio Hodgers, Conseiller d'Etat en charge du Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie (DALE), et à M. Guillaume Zuber, Directeur du Service de surveillance des communes du Canton de Genève.

Ce projet de courrier est soumis à l'approbation du Conseil municipal, étant entendu que les personnes se prononçant en faveur signeront le courrier avant envoi.

**LE CONSEIL MUNICIPAL
DECIDE
D'ACCEPTER**

par 15 voix pour, soit à l'unanimité des membres présents

D'adresser sa prise de position par courrier à l'Office fédéral de l'aviation civile.

5. Crédit budgétaire supplémentaire avec imputations multiples de CHF 50'763.- (délibération)

La Présidente invite le Maire à s'exprimer.

M. HONEGGER indique que le budget de fonctionnement inclut une ligne pour le Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire (GIAP), c'est-à-dire les cantines scolaires, dont est déduite la subvention ad hoc. L'année passée, la somme était directement déduite de la ligne de charges. Cette année, la subvention a été payée séparément et doit être comptabilisée sur une autre ligne budgétaire. Le budget accuse donc un dépassement correspondant aux charges brutes du GIAP.

D'autre part, les dépenses liées à l'Institution genevoise de maintien, d'aide et de soins à domicile (IMAD) et à ses centres de maintien à domicile (CMD) ont été omises dans la transition au nouveau modèle comptable harmonisé (MCH2). Elles viendront donc aussi en dépassement du budget voté.

La Présidente demande si quelqu'un souhaite s'exprimer sur ce point, ce qui n'est pas le cas. Elle donne ensuite lecture du projet de délibération, qu'elle soumet au vote.

Vu l'anticipation des futurs dépassements de crédits,

conformément à l'article 30, alinéa 1 lettre d, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,

et sur proposition de la Mairie,

**LE CONSEIL MUNICIPAL
DECIDE
D'ACCEPTER**

par 14 voix pour et 1 abstention

1. *D'ouvrir un crédit supplémentaire total de CHF 50'763.- sur le budget de fonctionnement de l'année 2018 :*

- *ligne n° 5790.36216, pour les locaux IMAD/Hospice, CMD et foyers de jour (CHF 22'770.-), ainsi que pour les cotisations minimales AVS (CHF 976.-) ;*
- *ligne n° 2180.3612, pour le GIAP (CHF 27'017.-) ;*

2. *De comptabiliser les charges prévues à l'article 1 sous la rubrique mentionnée.*

3. *De compenser par une économie équivalente sur d'autres rubriques de charges ou par des plus-values escomptées aux revenus, voire par la fortune nette, ce crédit budgétaire supplémentaire.*

6. Propositions de la Mairie

Néant.

7. Propositions individuelles et questions

Propriété du Presbytère, rue du Village

La Présidente suggère aux Conseillers municipaux de rebondir sur la proposition de M. HONEGGER concernant le renvoi en commission du projet d'achat du Presbytère.

L'entrée en matière est mise au vote et acceptée par 13 voix pour et 2 abstentions.

La Présidente demande si quelqu'un souhaite intervenir.

M. GUEX demande si la commission ad hoc doit être reconstituée. La Présidente répond que cette commission composée de MM. FAVRE et RYCHNER et d'elle-même, n'a jamais été dissoute.

M. SCHMULOWITZ souligne la situation de ce bâtiment dans le village de Genthod.

Personne d'autre ne souhaitant s'exprimer, la Présidente soumet au vote le renvoi de ce sujet en commission ad hoc, qui est accepté par 14 voix pour et 1 abstention.

Grills des Bains du Saugy – Motion de la commission de sécurité publique

M. RYCHNER évoque la situation des grills aux Bains du Saugy. Il donne lecture d'un message concernant la mise au vote de la motion de la commission de Sécurité Publique :

« Madame la Présidente du Conseil municipal, Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux et Messieurs les membres de l'Exécutif,

Lors des Conseils municipaux des 7 février et 9 mai 2017, il a été demandé à la commission de Sécurité de se pencher sur la pertinence des grills et sur les nuisances sonores aux Bains du Saugy.

En tant que président de la commission de Sécurité Publique, et en son nom, je vous sou mets le texte suivant. Il a été rédigé à la demande du Conseil municipal afin de soutenir l'Exécutif dans sa collaboration avec le Département, propriétaire du terrain et cofinancier des installations. Ce texte a été approuvé à la majorité lors de sa dernière séance du mardi 27 février dernier :

Grills et sources sonores aux Bains du Saugy

1. Dans la plupart des grandes plages publiques, les grills sont installés à l'écart des baigneurs et des places de repos.
2. Contraints par la disposition du site, nos grills sont proches des baigneurs et à proximité immédiate de la forêt. Ils sont situés le long d'un chemin déjà étroit, seul espace où les enfants pourraient encore s'ébattre au sortir du bain.
3. Nous savons que la présence des grills dans les lieux publics produit des quantités considérables de déchets. En effet, aujourd'hui viandes, aliments et boissons sont conditionnés dans des emballages conséquents.
4. La récupération quotidienne des déchets ainsi que l'entretien du site et sa surveillance engendrent un coût financier important, qui est assuré par la Commune de Genthod.
5. De nombreux usagers amoureux du lac souhaiteraient que les Bains du Saugy, seule plage publique de Genthod, deviennent un havre de paix et de repos, sans sources sonores et sans fumée nauséabonde, pour enfin jouir de la nature et de son paysage.
6. Les Bains du Saugy sont gratuits et libres d'accès.

7. *Chaque année, nous constatons une augmentation de la fréquentation du site, ce qui nous réjouit, mais compte tenu de cette affluence, nous souhaitons, par nécessité, une nouvelle réglementation précisant l'interdiction des grills et sources sonores.*
8. *Plusieurs plages genevoises ont interdit les grills et les sources sonores. Pour n'en citer que deux, il s'agit des plages d'Hermance et de Collonge-Bellerive (Pointe à la Bise).*
9. *Le parc du Saugy en amont, situé sur la même parcelle, pourrait accueillir favorablement une zone de détente et de pique-nique.*
10. *La commission demande à l'Exécutif de donner les suites nécessaires à la réalisation de cette motion. »*

La Présidente demande qui est favorable à l'entrée en matière. Celle-ci est acceptée par 11 voix pour et 4 voix contre.

Le débat est ouvert.

M. SCHMULOWITZ rappelle que les Bains du Saugy sont une plage minuscule dédiée au bain. Chacun a besoin d'air, d'espace, et de l'absence d'appareils à diffusion de musique. A titre personnel, il relève encore la petitesse du lieu, probablement le plus exigu des bords du Léman. Des plages plus spacieuses ont interdit les grills et les nuisances sonores, une mesure qui représenterait un avantage certain pour les personnes qui souhaitent se baigner et se reposer dans ce lieu très réduit.

M. RYCHNER constate que de plus en plus de communiers renoncent à l'utilisation de ces bains pour les raisons évoquées dans la motion. Un gain d'ordre pourrait inciter certains à revenir sur cette plage qui coûte cher au contribuable (construction, entretien).

La Présidente n'a pas connaissance d'une enquête présentant ces conclusions, et trouve inconvenant de les affirmer de manière péremptoire. M. RYCHNER répond que les gens se confient aux Conseillers municipaux dans ce sens.

Mme GLAUS-LEMBO entend ces affirmations. En tant que mère d'une adolescente et d'une jeune adulte, elle constate que de plus en plus de jeunes fréquentent ce lieu exceptionnel qu'ils aiment énormément. C'est une chose appréciable que les jeunes disposent enfin d'un endroit sur la commune où ils peuvent se retrouver en fin de journée. La suppression des grills créerait aussi le risque de voir apparaître des grills portatifs.

M. STALDER renonce à se prononcer sur le bienfait des grills. En revanche, un Exécutif se doit de faire respecter un certain nombre de lois. Aujourd'hui, sauf erreur, il est déjà interdit de faire du bruit. On peut bien préciser l'interdiction d'utiliser des radios ou d'apporter des grills. Mais il ne sert à rien d'édicter un règlement sans pouvoir le faire respecter, ce qui dans ce cas est un risque réel. Il est également difficile d'estimer la proportion de personnes insatisfaites de la situation actuelle. Il met en garde aussi contre l'éventualité d'une pétition demandant la réinstallation des grills s'ils étaient supprimés. La présence des grills fixes permet aussi de préserver le ponton, sur lequel étaient autrefois utilisés des grills portables.

M. FAVRE partage l'interrogation de M. STALDER sur les chances de faire respecter un hypothétique règlement. Il constate également que l'installation de grills en des endroits précis contribue à préserver le ponton, où des feux étaient auparavant allumés, causant des dommages qu'il fallait réparer.

M. RYCHNER rappelle que la motion propose non de supprimer, mais de déplacer les grills dans le parc du Saugy. Il dit être quelque peu choqué par le second point de l'intervention de M. STALDER, tant une société, quelle qu'elle soit, repose sur le respect de règles, qu'il ne faut pas renoncer à édicter au motif qu'elles ne seront peut-être pas respectées.

Mme VEGEZZI entend les diverses craintes exprimées. Elle dit fréquenter beaucoup ce lieu, qu'elle apprécie particulièrement en toutes saisons. Les grills actuels ont cet avantage qu'ils sont fixes. Leur suppression incitera les gens à utiliser des grills portatifs. Il faut des règles, c'est certain. Mais ce petit havre semble offrir l'opportunité de respecter des règles non écrites. Elle ne croit pas qu'« interdire pour interdire » soit la bonne solution. Elle observe une certaine entente dans ce lieu, même si elle peut se tromper.

M. GUEX aimerait intervenir à deux niveaux. En premier lieu, il relève que les communiens s'adressent souvent aux Conseillers municipaux pour se plaindre et non pour souligner les aspects positifs de la vie communale. Si ces grills posent aujourd'hui problème, c'est qu'ils rencontrent un succès certain. Personnellement, il ne s'aventurerait pas à juger que l'utilisation qui en est faite aujourd'hui a moins de valeur qu'une autre. En second lieu, il faut s'interroger en effet, avant d'édicter une règle, si sa mise en application est possible et si elle a une incidence sur les finances communales.

M. SCHMULOWITZ entend ces propos. Il aimerait que l'on réfléchisse aux raisons qui ont poussé la plupart des communes des bords du Léman à renoncer aux grills et radios, sur des plages qui restent très fréquentées par des personnes souhaitant se baigner, se reposer et manger un sandwich.

La Présidente répète que des statistiques sont nécessaires pour étayer ces propos. M. SCHMULOWITZ répond qu'il faut aussi des statistiques pour corréler la fréquentation de plages minuscules du Léman à la présence de grills.

Mme DELLAMULA s'interroge, au-delà de ce que peuvent apporter les statistiques, sur la cohérence du message que la Commune enverrait au public en installant, puis en retirant ces grills.

Mme VIZCAINO rappelle que la solution proposée par la motion est le déplacement, et non la suppression des grills. Elle demande si ce déplacement affecterait en effet la jouissance du lieu par ses utilisateurs, qui pourraient au contraire profiter d'un plus grand espace pour évoluer dans l'espace des baignades. Elle demande si le déplacement proposé est en effet possible.

Mme GLAUS-LEMBO trouve en effet que le message serait celui d'une préférence des adultes sur les jeunes de 13 à 25 ans, qui « adorent » cette plage. Elle ne croit pas que la diffusion de musique dérange le voisinage, même très tard le soir. Elle demande que l'on pense à nos jeunes, qui ne s'expriment pas forcément sur ce lieu, mais dont elle sait qu'ils l'apprécient, à l'instar de ses deux filles, qui « passent leur été là-bas » avec des amis de Bellevue, Versoix, Collex, etc., et qui utilisent les grills.

M. STALDER doute du bien-fondé de déplacer les grills dans la forêt du parc Lullin voisin. Outre le fait que la forêt n'est pas propriété de la Commune, il ne croit pas que les utilisateurs de la plage emprunteront le « tunnel des chauves-souris » pour faire des grillades dans le parc. Il n'y voit pas d'endroit idéal pour installer ces grills.

M. FAVRE aimerait suggérer une proposition « typiquement suisse » de compromis. Il rappelle que le projet de réhabilitation des Bains du Saugy visait à transformer une petite plage avec un ponton, un ponton flottant et une forêt inaccessible, en rendant une zone de cette dernière accessible. Les négociations avec la Direction générale de la nature et du paysage (DGNP) ont permis d'ouvrir l'accès à cette forêt à la condition de créer une surface de forêt sur une parcelle communale voisine. Il suggère de renégocier avec la DGNP pour définir une zone destinée aux adolescents sur la parcelle communale en bout de plage côté sud, où les travaux imminents élargiront le ponton. Les grills pourraient y être déplacés. Le ponton principal avec la pataugeoire serait défini comme zone plus familiale, adéquate pour les enfants plus petits. De son point de vue, la suppression des grills enverrait un message négatif et leur déplacement n'apparaît pas opportun pour la rupture géographique d'activités qu'il supposerait. La commission d'Aménagement du Territoire et Mobilité pourrait travailler sur ce sujet en se basant sur les recommandations de la commission de Sécurité Publique.

La Présidente remercie les intervenants. Elle constate que les avis sont partagés sur le succès de cette plage et que les problèmes de cohabitation sont relatifs puisque les diverses populations fréquentent les Bains à des périodes différentes, avec quelques moments de « frottements ». Les jeunes fréquentent la plage de mai à octobre, et les grills sont exploités surtout en juillet et août. Les horaires sont différents aussi. On peut s'interroger sur l'ajout de grills au lieu du déplacement des existants. Une action de prévention est aussi envisageable en vue d'une meilleure cohabitation. Elle n'est personnellement pas en faveur d'une interdiction.

La Présidente procède ainsi au vote de la motion de la commission de Sécurité Publique, qui est refusée par 10 voix contre, 2 voix pour, et 3 abstentions.

La Présidente demande si le Conseil municipal souhaite saisir une commission de ce sujet. Le débat est ouvert.

Mme VIZCAINO demande que le seul sujet du déplacement, et non de l'interdiction, des grills soit discuté en commission. La Présidente confirme ce point.

M. SCHMULOWITZ suggère de travailler en commission les propositions de M. FAVRE en vue d'un déplacement des grills à l'extrémité sud de la plage.

M. BAUMGARTNER précise que les suggestions de M. FAVRE sont réalisables en théorie. Il rappelle que cette plage était autrefois beaucoup moins arborée, avec un chêne trônant sur une friche et quelques noisetiers. A une demande d'abattage pour préparer l'actuel aménagement, les services cantonaux avaient répondu que les arbres d'une certaine dimension sont considérés comme forêt. Il faudrait en effet prolonger le cheminement et déplacer les grills en fond de plage sur la parcelle communale.

M. GUEx propose un renvoi en commission Aménagement du Territoire et Mobilité.

La Présidente propose le renvoi de ce sujet en commission Aménagement du Territoire et Mobilité. Celui est accepté par 14 voix pour et 1 abstention.

Déchets de cuisine

Au nom de la commission de l'Environnement, M. GUEx, passablement ému, remercie l'Exécutif et le personnel de la mairie pour la mise en place d'une collecte des déchets de cuisine. Celle-ci répond à un souhait répété de la commission.

La Présidente comprend l'émotion de M. GUEx devant l'avènement de cette petite poubelle et l'information à tous les communiens de la mise en œuvre de cette collecte appelée depuis longtemps par les vœux de la commission de l'Environnement.

Abattage d'ifs au cimetière

M. GUEx demande pourquoi trois ifs ont été coupés à l'entrée nord du cimetière.

M. HONEGGER explique qu'une personne présente au sein du Conseil municipal a demandé de planter de magnifiques rhododendrons, qui ont trouvé sur ce site un emplacement idéal. Il reste encore douze ifs dans le cimetière.

Mme GLAUS-LEMBO dit être choquée par cet abattage d'ifs plus que centenaires et qui n'étaient pas malades.

M. HONEGGER indique qu'il reste douze ifs.

M. SCHMULOWITZ demande si l'on peut avoir une garantie que les ifs restants seront conservés.

M. HONEGGER répond qu'il n'est pas le seul à décider, mais peut garantir que les douze ifs restants seront en effet conservés.

Mme STALDER rappelle que ce cimetière a été établi il y a plus de 150 ans et appartient aux Communes de Genthod et Bellevue de manière indivise. Les frais d'entretien sont à la charge des deux communes. Elle dit avoir été également choquée de l'abattage de ces arbres, un fait déjà observé en octobre. Elle demande si les autorisations d'abattage ont été obtenues. Aujourd'hui, on nous dit que ces ifs, qui font partie d'un cimetière très austère, caractéristique de l'époque, ont été abattus pour être remplacés par des rhododendrons. Cet endroit est très particulier, et les gens étaient très attachés à la présence de ces ifs. Personnellement, elle regrette profondément que ces arbres aient été enlevés, et ose espérer que la Commune de Bellevue a donné son accord.

M. HONEGGER souligne que, dans les faits, la Commune de Bellevue ne partage pas les frais d'entretien du cimetière. Il faut tenir compte du nombre croissant de tombes, et du fait que d'autres arbres ont été plantés. Une grande partie des cheminements en gravier ont été remplacés par du gazon pour éviter l'utilisation de désherbant.

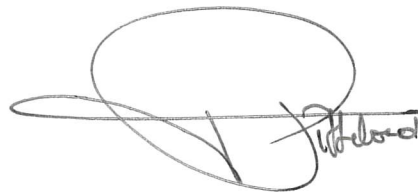
8. Divers

Néant.

SÉANCE LEVÉE À 21H50.



La Secrétaire du Bureau
Elisabeth STALDER



La Présidente
Fabienne PITTELOUD



La Secrétaire
Ariane HENTSCH CISNEROS